

Le Brexit ne va pas remettre en cause la paix en Irlande



Depuis quelques années l'Irlande du Nord, malgré des tensions subsistantes, s'était peu à peu apaisée. Cependant le Brexit, et la possible remise en place d'une frontière physique entre les deux Irlande, vient de réveiller les quelques irréductibles de l'IRA "Véritable" (ou "Nouvelle IRA") qui ont fait sauter une voiture piégée dimanche...

Avec Agnès
Maillot

Un attentat à la voiture piégée devant le tribunal de Derry en Irlande du Nord (pas de mort) serait selon la police locale à mettre au compte de l'IRA véritable, dont 4 membres ont été arrêtés. Avec l'imminence d'un Brexit sans accord, les revendications nationalistes risquent-elles de choisir une nouvelle fois la voie de la violence ? S'agit-il d'un signal inquiétant dans ce haut-lieu d'affrontement entre Irlandais et Anglais ?

Agnès Maillot : Il s'agirait vraisemblablement de la "Nouvelle IRA" (New IRA) qui s'est formée en 2012 et a depuis revendiqué quelques attentats, dont l'assassinat de deux gardiens de prison, en 2012 et 2016.

C'est difficile d'établir le lien entre l'imminence du Brexit et les actions des organisations paramilitaires dites "dissidentes", c'est-à-dire celles qui n'acceptent pas les accords de paix de 1998 et revendiquent leur droit à prendre les armes pour parvenir à leur fin, la réunification de l'Irlande. Il est certain toutefois que les discussions sur le Brexit provoquent des inquiétudes, surtout en ce qui concerne l'avenir de la frontière entre les deux parties de l'île irlandaise. Pour l'heure, ces mouvements restent très minoritaires, même s'ils ont une capacité de nuire évidente comme l'a démontré l'attentat de samedi dernier.

Ils ne bénéficient que d'un soutien marginal et l'ensemble de la classe politique irlandaise a condamné cet attentat. Toutefois, l'incertitude dans laquelle vit l'Irlande du Nord depuis le référendum de juin 2016 (rappelons par exemple qu'il n'y a plus de gouvernement local ou de parlement depuis janvier 2017) est palpable et la perspective de voir la réapparition des postes frontières serait vécue comme un pas en arrière et une menace contre le processus de paix engagé il y a plus de 20 ans.

L'apaisement semblait à l'ordre du jour depuis quelques années et la réception par la Reine Elisabeth II d'un ex-responsable de l'IRA en 2012. Comment subsistait jusqu'ici ce mouvement structurant dans la lutte pour l'indépendance puis pour une Irlande unie ?

unionistes. Le processus de paix avait permis de trouver un compromis qui ne mettait pas directement en cause le maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni (ce que souhaitent les Unionistes) tout en ne fermant pas non plus la porte à une réunification (revendication historique des nationalistes). C'est dans cet esprit que les anciens dirigeants de l'IRA avaient accepté de négocier à travers leurs représentants politiques du parti Sinn Féin (dont Martin McGuinness, que vous mentionnez plus haut, était l'un des dirigeants). Ceux qui continuent aujourd'hui à prôner la lutte armée pour parvenir à une Irlande unie sont donc des individus qui se sentent trahis par leurs anciens camarades de l'IRA, qui ont acceptés de déposer les armes sans avoir obtenu la réunification. Mais ce sont aussi des jeunes de quartiers défavorisés qui, tout en ayant grandi en temps de paix, ont l'impression d'avoir été laissés pour compte le processus de paix. Se mêlent également à cela des hommes (pour la majeure partie) impliqués dans des réseaux de crime organisé. C'est donc un cocktail complexe et un mouvement en mutation constante. Toutefois, l'attentat de samedi à Derry sonne l'alarme sur les dangers d'un Brexit sans accord qui séparerait à nouveau les deux parties de l'île, et la menace qui continue à peser sur la stabilité et la paix en Irlande du Nord.

Les enjeux économiques résultant du Brexit semblent aussi toucher la population unioniste, qui s'était massivement opposée à la sortie de l'UE. La région, une des plus pauvres du Royaume-Uni, semble attachée à l'aide européenne et à la nécessité d'une ouverture sur l'Irlande, compromise en cas d'absence d'accord. Quelle position défend aujourd'hui la population unioniste d'Irlande du Nord ?

L'Irlande du Nord s'est effectivement prononcée, à 56 %, contre le Brexit. Cependant, le vote lui-même traduisait les divisions communautaires qui continuent à dominer la vie politique de la région, puisque les unionistes avaient, eux, choisis à une très forte majorité de quitter l'UE. Si certains unionistes se montrent inquiets des conséquences économiques que pourraient engendrer le départ de l'UE, leur camp reste tiraillé sur la question, puisque leur loyauté envers la couronne britannique tend à prendre le pas sur toute autre considération. Toute solution négociée entre l'UE, le Royaume-Uni et la frontière conférant à l'Irlande du Nord un statut différent de celui de la Grande-Bretagne est vécue comme une trahison et comme un premier pas vers une réunification. L'alliance entre le principal parti unioniste (DUP) et les conservateurs à Westminster vient encore davantage compliquer la donne. Pour l'heure, s'ils ne souhaitent pas forcément un Brexit sans accord, les Unionistes du DUP cherchent avant tout à maintenir l'Union avec le Royaume-Uni, même si le prix à payer est le retour à une frontière avec la République.